

**MARCHE DE TRAVAUX**  
**DE DESAMIANPAGE, DEMOLITION ET TERRASSEMENT**  
**DU RU MARIE CURIE A POITIERS (86000)**

---

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

---

N° de marché : **25008**

---

Pouvoir adjudicateur :  
Madame la Directrice Générale  
CROUS de Poitiers - 15, rue Guillaume VII Le Troubadour – CS 80629  
86 022 Poitiers cedex

**Date et heure limites de réception des offres :**

**5 mars 2026 à 14h00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Décomposition de la consultation	3
1.4 - Nomenclatures	3
1.5 - Durée du marché - Délais d'exécution	3
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1 - Délai de validité des offres	3
2.2 - Variantes	3
2.3 - Conditions de participation des candidats	3
<b>ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>4</b>
5.1 -Pièces de la candidature	5
5.2 -Pièces de l'offre	5
<b>ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS</b>	<b>7</b>
7.1 -TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER	7
7.2 -TRANSMISSION ELECTRONIQUE	7
<b>ARTICLE 8 - NEGOCIATION</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 - VISITE DU SITE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 - NOTIFICATION DES RESULTATS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 - ABANDON DE LA PROCEDURE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b>	<b>10</b>

## Article 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

Le présent marché, passé selon une procédure adaptée en application du code de la commande publique, a pour objet le désamiantage, la démolition et le terrassement du Restaurant Universitaire Marie Curie situé 21 rue Jean Richard Bloch à Poitiers (86000).

### 1.2 - Mode de passation

Cette consultation est une procédure adaptée, sous forme d'un appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles R2131-12 et R2131-13 du Code de la commande publique (CCP).

Les prestations de ce marché seront réglées à prix global et forfaitaire.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le présent marché est constitué d'un lot unique.

### 1.4 - Nomenclatures

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45110000-1	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
45111000-8	Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier

### 1.5 - Durée du marché - Délais d'exécution

La durée du marché est fixée à 5 (cinq) mois, y compris la phase de préparation (date prévisionnelle de démarrage fin mars 2026).

L'exécution des prestations débute à compter de l'ordre de service de démarrage.

## Article 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.3 - Conditions de participation des candidats

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- En qualité de mandataire d'un groupement d'opérateurs économiques et de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

### **Article 3 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE), en application de l'article R2132-1 du CCP, contient les pièces suivantes:

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe
- Le planning prévisionnel
- Les rapports DIAGNOSTIC AMIANTE et DIAGNOSTIC PLOMB
- Diagnostic déchets

Lors de leur étude, les soumissionnaires se doivent de signaler au CROUS de Poitiers toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, objet du présent marché, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

### **Article 4 – Modification de détail du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Article 5 Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats peuvent fournir, comme « preuve par l'équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.

Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

En application de l'article R2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé obligatoirement en langue française, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des déclarations mentionnées à l'article R2143-3 du CCP.

Dans ce cas, les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celle-ci ; en conséquence, il leur est demandé de fournir les renseignements et documents mentionnés au point 5.1 ci-dessous.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet en un seul pli, comprenant les pièces suivantes :

### 5.1-Pièces de la candidature

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement recommandé aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), dernière mise à jour en vigueur, ou le DUME, pour présenter leur candidature.

Concernant les formulaires DC, ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Chiffre d'affaires des trois derniers exercices réalisés dans la seule activité objet de ce marché
- Attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité décennale délivrées pour l'année en cours
- Liste de références sur des prestations similaires ou approchant
- Attestation de visite
- **Certificat de qualification 1552** : certification obligatoire pour le désamiantage délivrée par Qualibat, Afnor ou Global Certification)
- **Attestations de compétences** : certificats de formation (sous-section 3) pour l'encadrant technique, l'encadrant de chantier et les opérateurs
- **Plan de retrait amiante (PRAP)** : document envoyé à l'inspection du travail et à l'ARS 30 jours avant le début des prestations
- **Mode opératoire plomb** : détail des mesures de protection (même si le plomb est non-écaillé, pour la découpe/dépose)
- **Attestations d'aptitude médicale** : fiches d'aptitude au poste (spécifiant l'absence de contre-indication au port d'équipements de protection respiratoire)

**NOTA** : Pour permettre d'apprécier de manière optimale les capacités techniques et professionnelles, l'opérateur économique devra apporter au CROUS, par tout moyen de preuve acceptable, la garantie qu'il possède les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché public en assurant un niveau de qualité approprié (article R2142-13 du CCP).

### 5.2 -Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement (AE) : à compléter et à signer
- Le mémoire technique justificatif
- L'annexe à l'AE (décomposition du prix global et forfaitaire – DPGF) : à compléter et à signer
- L'attestation de visite du site

Il n'est pas nécessaire au candidat de retourner les pièces de marché suivantes ; toutefois par le seul fait qu'il soumissionne, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces de marché ci-dessous et en accepte les termes, sans aucune modification :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe

Le mémoire technique justificatif de l'offre comporte toutes les justifications, explications et observations que l'entreprise juge utile d'apporter ; il est composé obligatoirement au minimum d'éléments relatifs à :

- L'installation de chantier,
- Le constat avant travaux,
- L'état des lieux de voirie,
- La gestion des déchets,
- La méthodologie de traitement des déchets,
- Le mode opératoire global dans la perspective du délai d'exécution prévisionnel du chantier,
- Les moyens humains,
- Les moyens matériels,
- Les fiches techniques.

**Les renseignements indiqués dans le mémoire justificatif de l'offre doivent être liés directement à l'objet du marché et ne doivent pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.**

**Le mémoire technique justificatif de l'offre sera rendu contractuel. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans le mémoire technique engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution des prestations.**

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, même s'il s'agit des clauses d'un même document contractuel, c'est toujours la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public qui sera appliquée.

## **Article 6 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- L'aptitude à exercer l'activité professionnelle
- Les capacités économiques et financières
- Les capacités techniques et professionnelles

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **Prix : 40 points**
- **Valeur technique : 40 points**
- **Organisation au regard du délai d'exécution : 20 points**

Ces critères seront appréciés en fonction des formules et des sous-critères suivants :

**Analyse du prix DPGF : 40 points** : (Offre moins-disante / offre du candidat) x 40

**Analyse de la valeur technique : 40 points** : (Offre moins-disante / offre du candidat) x 40

- Installation du chantier et plan : 5 points
- Constat avant travaux : 5 points
- Etat des lieux de voirie : 5 points
- Gestion des déchets et méthodologie : 10 points
- Mode opératoire : 10 points
- Moyens humains et matériels : 5 points

**Organisation au regard du délai d'exécution : 20 points** : (Offre moins-disante / offre du candidat) x 20

L'offre de l'entreprise, affectée du nombre de points le plus élevé au regard des critères de jugement, obtient donc le meilleur classement ; elle est jugée économiquement la plus avantageuse.

Les candidats classés ex-aequo sont départagés en prenant en compte l'offre la mieux notée sur le critère « prix DPGF » ; en cas de nouvelle égalité, la meilleure note obtenue sur le critère « qualité technique » permet de les départager.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un soumissionnaire, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'opérateur économique concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les candidats non retenus seront avisés du rejet de leur candidature ou de leur offre.

## **Article 7 – Conditions de remise des plis**

### **7.1 -Transmission sur support papier**

Hormis les cas dérogatoires prévus à l'article R2132-12 du CCP, la transmission sous support papier est interdite. Toute offre papier sera considérée comme une offre irrégulière non susceptible de régularisation.

### **7.2 -Transmission électronique**

Les réponses des candidats sont transmises sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent parvenir avant les dates et heure limites de réception des offres indiquées en page 1 du présent règlement de la consultation.

Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt susmentionnées, sera considéré comme remis hors délai.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) à réception des documents envoyés par le candidat.

Les candidats trouveront sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> tous les renseignements ainsi que des manuels utilisateurs nécessaires à la transmission électronique des offres. Une assistance est également mise à la disposition des entreprises.

Les plis transmis par voie électronique devront respecter la réglementation en vigueur.

Les candidatures et offres pourront être signées électroniquement.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre dématérialisée retenue, ainsi que tout autre document nécessaire à la signature du futur marché, pourra être re-matérialisée, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Toutefois dans la mesure où le futur titulaire et le pouvoir adjudicateur disposent de moyens de signature électronique lors de la notification de ce marché, ce dernier pourra également faire l'objet d'une signature électronique.

La personne qui signe les documents utilise un certificat conforme au référentiel général de sécurité (RGS) approuvé par l'arrêté du 13 juin 2014 ou répondant à des spécifications équivalentes.

Le certificat utilisé par le candidat pour remettre sa candidature et son offre doit être conforme à l'un des trois niveaux du RGS (\*, \*\*, \*\*\*) ou présenter des conditions de sécurité équivalentes au RGS ou supérieures.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont répertoriées :

- En France : sur le site de l'organisme de certification LSTI, conformément au décret n° 2010-112 du 2 février 2010 : <http://www.lsti-certification.fr>
- Dans un autre État membre de l'Union européenne : en fonction du pays de délivrance du certificat, sur la liste de confiance déclarée par chacun des États membres accessible à l'adresse : [https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Le candidat peut utiliser l'outil de signature mis à disposition sur la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou utiliser l'outil de son choix.

Si le candidat a recours à l'outil de signature proposé par la plateforme, il est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme, il doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est, de préférence, aux formats XAdES, CAdES ou PAdES.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Il est recommandé aux soumissionnaires de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et exploitables ; notamment, il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- Les formats des fichiers suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls / .odt
- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse
- Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les candidatures et les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité, et seront donc réputées n'avoir jamais été reçues. Les candidats en seront informés dans les plus brefs délais. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Le candidat peut faire parvenir avant la date limite de remise des offres, une copie de sauvegarde (copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique).

Elle doit être transmise sur support physique électronique de type clé USB.

Cette copie peut être :

- Soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'accusé de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée en entête de ce présent règlement
- Soit remise en mains propres contre récépissé à cette même adresse

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde - le nom du candidat – appel d'offres ouvert  
« Marché de désamiantage, démolition et terrassement du RU Marie Curie à Poitiers (86000) »

Cette copie de sauvegarde est ouverte dans les deux cas de figure prévus par arrêté.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

Si la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, elle est détruite.



## Article 8 - Négociation

La négociation est prévue mais le CROUS se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, en application de l'article R. 2161.17 du Code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

## Article 9 - Visite du site

La visite du site est **obligatoire**.

Elle aura lieu le **23 février 2026 à 10h00** (rendez-vous devant le RU Marie Curie, 21 rue Jean Richard Bloch à Poitiers).

En vue de la participation à cette visite, le candidat aura la charge de se rapprocher de la maîtrise d'ouvrage :

CROUS de Poitiers  
Direction de l'Immobilier et de la Maintenance  
15 rue Guillaume VII le Troubadour  
86000 POITIERS

Adresses mail : [norbert.souil@crous-poitiers.fr](mailto:norbert.souil@crous-poitiers.fr)  
[secretariat.patrimoine@crous-poitiers.fr](mailto:secretariat.patrimoine@crous-poitiers.fr)

Les candidats inscrits devront être présents au rendez-vous fixé pour une visite commune guidée par un représentant du maître d'ouvrage. **L'attestation de visite est constitutive de l'offre.**

## Article 10 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 (six) jours avant la date de limite de réception des offres, une demande via la plateforme de marché <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## Article 11 – Notification des résultats

Les candidats non retenus sont avisés via la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). S'agissant d'un marché à procédure adaptée, il n'y a pas de délai de suspension de la signature du marché public ou de l'accord-cadre à compter de la date d'envoi de la notification de rejet.

Le candidat retenu reçoit via la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) une notification d'attribution et une copie de l'acte d'engagement signée du représentant légal de l'Etablissement.

## Article 12 – Abandon de la procédure

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas donner suite à la présente consultation (article R. 2185 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique). Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur déciderait de déclarer la procédure sans suite, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité de quelque sorte.

### **Article 13 – Voies et délais de recours**

Le candidat peut exercer un recours gracieux contre la décision auprès du CROUS de Poitiers sous deux mois à compter de la réception du présent courrier.

Il peut également exercer un référé précontractuel avant la conclusion du contrat (Articles L 551-1 / R 551-1 et suivants du code de justice administrative), un référé contractuel dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de six mois à compter du lendemain de la conclusion du marché si un tel avis n'a pas été publié (Articles L 551-13 / R 551-7 et suivants du CJA), ou un recours de plein contentieux dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées de la conclusion du contrat.

Ces différents recours sont introduits devant le tribunal administratif compétent à savoir :

Tribunal Administratif de Poitiers  
15 rue de Blossac  
86000 POITIERS  
Tél : 05 49 60 79 19  
Mail : greffe.ta-poitiers@juradm.fr